

Bien que les alliances de classes sous la direction du PCP fussent nécessaires, et parfois possibles, il faut néanmoins relever que la Guerre populaire au Pérou était confrontée à une situation notablement différente de la Chine des années 1930-40.

Le pays avait en effet une **gauche hautement organisée et développée**, qui dans beaucoup de cas occupait des positions politiques importantes ; ainsi que **tout un maillage d'ONG aux financements internationaux** et fournissant des services sociaux, en particulier dans les bidonvilles. Sur ce dernier aspect, ce n'est pas un hasard si [Hernando de Soto](#), économiste libéral héraut de la petite propriété et du micro-entrepreneuriat comme "solution" à la pauvreté, est un enfant du Pérou.

Les projets sponsorisés par les ONG parmi les masses des bidonvilles de Lima étaient dans les années 1980 célébrés internationalement par les idéologues néolibéraux, cherchant à prévenir toute explosion révolutionnaire par le "petit-embourgeoisement" de ces populations. Conformément à ce que Lénine nous a toujours enseigné quant aux dangers de la petite production, ces projets ne firent qu'engendrer une *différenciation de classe* entre une petite minorité de gagnants, s'enrichissant, et une grande majorité ne faisant que s'enfoncer dans plus de pauvreté encore.

Par voie de conséquence, les conflits de classe à *l'intérieur* des bidonvilles de Lima pouvaient être considérables et les ONG responsables de cela agissaient, de fait, totalement en **défenseurs de la réorganisation néolibérale du capitalisme impérialiste** dans les années 1980.

Si bien que le PCP prenant pour cible ces ONG et les "élites" petites-bourgeoises des bidonvilles, doit être évalué en ayant bien ce contexte à l'esprit – ce qui ne signifie pas qu'il ait toujours correctement traité ces antagonismes ; mais que ces antagonismes, en tout cas, existaient.

Au regard de la gauche organisée, le PCP était largement resté à l'écart des débats et petites guéguerres en son sein tout au long des années 1960 et 1970, préférant concentrer ses efforts sur la construction d'une base de masse et la formation de cadres communistes parmi les paysans indigènes de langue quechua de la région d'Ayacucho.

La gauche organisée, pour sa part, était centrée sur Lima et quelques grandes villes et ne montrait que peu d'intérêt à se tourner vers et organiser des régions périphériques comme celle-ci, où elle aurait dû apprendre le quechua (ce que les cadres du PCP avaient fait... si ce n'était pas tout simplement leur langue natale) et s'intégrer à une culture et un mode de vie qui lui étaient étrangers.

Lorsque le PCP commença à effectuer des mouvements stratégiques significatifs dans l'aire urbaine de Lima, il se trouva donc confronté à cette gauche organisée qui agissait en tout point comme un obstacle à l'avancée de la Guerre populaire. Ses dirigeants syndicaux cherchaient, par exemple, à empêcher les grèves de devenir de véritables luttes de classe.

La Gauche Unie (Izquierda Unida, IU) tenait des positions de pouvoir considérables, avec notamment son candidat Alfonso Barrantes qui avait remporté la mairie de Lima en 1984 en promettant pour chaque enfant "un verre de lait chaque jour".

Elle jouissait également d'une autorité considérable dans certains des bidonvilles les plus anciens, établis avant 1980. Un exemple particulièrement représentatif en était la Villa El Salvador, un bidonville gouverné par IU et célébré comme un "modèle" où les habitants "s'en sortaient" par l'entrepreneuriat. Ce programme, en réalité, n'avait résulté qu'en quelques micro-entrepreneurs relativement florissants tandis que beaucoup d'autres étaient restés derrière, avec 46% de sous-emploi au milieu de la décennie 1980.

La plupart des migrants arrivés des campagnes après 1980, étaient quant à eux abandonnés à leur sort sans pouvoir prétendre aux bénéfices du clientélisme IU...

Par conséquent, la popularité du PCP face aux échecs et trahisons de cette gauche réformiste ne faisait que grandir, tout comme sa force organisée dans les communautés. La Gauche Unie répondit à ces avancées du Parti, comme aux récriminations justifiées des masses contre ses pratiques, en se dressant avec toujours plus de virulence sur le chemin de la révolution et en allant même jusqu'à travailler main dans la main avec l'État réactionnaire et l'Armée.

C'est ainsi que la vice-maire IU du district, [Maria Elena Moyano](#), appela ouvertement à la formation de *rondas*, ces milices "citoyennes" "d'autodéfense" pro-gouvernementales, et prit la tête d'une "marche de la paix" d'une cinquantaine de personnes à la Villa El Salvador durant – et contre – la "grève armée" du PCP à Lima, en février 1992. Elle sera, à l'issue de cela, abattue par un commando de la guérilla [elle est parfois encore, par les gauchistes anti-communistes qui connaissent un minimum, érigée en "héroïne de gauche, féministe, noire" victime des "méchants fanatiques maoïstes dirigés par un Blanc, massacreurs de pauvres travailleurs et d'indigènes" blablabla].

En mars 1992, le PCP avait *de facto* pris le contrôle de la CUAVES (Communauté urbaine autogérée, organe de gouvernement local de la Villa El Salvador) et dirigeait les résidents dans des mobilisations exigeant la démission de la municipalité IU pour son échec à satisfaire les besoins de la population, et pour avoir même autorisé la récente installation d'une base militaire dans le secteur.

La question ici, au regard des nombreux assassinats de dirigeants syndicaux ou de cadres d'IU par le PCP, et plus généralement de ses campagnes visant à chasser cette gauche du pouvoir et à la remplacer par ses propres autorités révolutionnaires, n'est pas de démontrer que chaque mesure de ce type a été nécessairement correcte.

La question ici est de reconnaître que le PCP faisait face à une gauche "établie" et des ONG aux financements internationaux qui œuvraient *activement* à **barrer la route à la révolution**, et à maintenir les masses sous un régime de mesurées réformistes et de charité sociale absolument incapable de les sortir de la crise qu'elles subissaient.

Les dirigeants politiques de ces obstacles sur la voie de la révolution, englués dans leurs idéologies réformistes, révisionnistes et d'assistance sociale, font partie intégrante de ce que le (nouveau) Parti communiste italien – (n)PCI – appelle le "régime de contre-révolution préventive".

Après tout, si l'on y pense, la révolution aujourd'hui pourrait *bien souvent* être amenée à se faire ainsi *contre* ce genre de "gauche" ; comme après tout en Russie, après février 1917, c'est bien contre des forces alors classées largement à gauche que les bolchéviks ont mené leur lutte. Ou plus près de nous, au Népal où la Guerre populaire [que pour le coup il est rare de voir les anti-Gonzalo attaquer, durant son déroulé comme lutte armée du moins, jusqu'en 2006] a été en partie livrée contre le Parti 'communiste' 'marxiste-léniniste' unifié (CPN-UML) qui, un temps, avait même occupé le poste gouvernemental directement aux commandes de la répression, ainsi que dirigé des districts où les révolutionnaires renversaient les autorités locales.

Au vu de ce que l'impérialisme (particulièrement US) a pu, ces dernières décennies, exporter activement à travers le monde de postmodernisme intellectualoïde, d'activisme *idpol* et de schémas ONGistes-*non-profit* d'assistantat social ; ce que le PCP a dû affronter à Lima dans les années 1980, d'autres révolutionnaires auront très certainement à l'affronter ailleurs sous les mêmes ou d'autres formes.

[Lire à ce sujet : [La mise à mort de l'internationalisme prolétarien \(ONG, humanitarisme, altermondialisme, "commerce équitable" etc.\)](#)]

Il est donc impératif, pour nous, d'évaluer l'expérience du PCP dans la mise en œuvre du front uni lorsqu'il étendit ses opérations à Lima ; dans la perspective de *comment forger une alliance révolutionnaire de classe* sous la direction du prolétariat et de son avant-garde, *sans que cela ne signifie* faire la paix avec la gauche "établie" qui se dresse se le chemin de la révolution.

<https://kites-journal.org/2019/12/11/on-infantile-internet-disorders-and-real-questions-of-revolutionary-strategy-a-response-to-the-debate-over-the-universality-of-protracted-peoples-war/> (traduit par nos soins)